TL1430-16

INTERVENTION DE ANTÓNIO PINTO PEREIRA

MEMBRE DE LA COMMISSION POUR LES DROITS DU PEUPLE TIMORAIS

COMITÉ DE DÉCOLONISATION DES NATIONS UNIES

New York, le 12 Aout 1988

M. le Président

Il y aura 13 ans cette année que l'armée indonésienne a envahi le Timor oriental et, une fois de plus, cette Commission se voit confrontée à cet exemple tragique d'une situation que beaucoup d'entre nous pensaient ne pas être possible: une domination coloniale exercée par un Etat sorti de cette expérience, un Etat qui, lui-même et récemment encore, a expérimenté la difficile conquête de la liberté et indépendance nationale. C'est d'ailleurs l'auréole de cette naissance qui a permis à l'Indonésie de dissimuler, au niveau international, son évolution et son imitation des vieux colonisateurs européens qu'elle avait combattu.

Il est clair que ses gouvernants nient le caractère colonial de cette domination. À la fin Décembre de l'an dernier, le général Murdani déclarait aux journalistes de son pays que les programmes de développement que l'Indonésie organisait au Timor Oriental se destinaient à montrer aux timorais [citation]: «que nous ne sommes pas là pour les coloniser ou les convertir» [fin de citation] (Jakarta Post, 31/12/87).

Vous connaissez les arguments des autorités de Djakarta lorsqu'elles sont accusées de violer les normes du droit international qui reconnâit au peuple du Timor Oriental le droit à l'auto-détermination. Ils disent que [citation] «le processus de décolonisation du Timor oriental a eté mené conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée génerale; il s'est achevé par l'intégration du Timor oriental à la République de l'Indonésie le 17 Juillet 1976, l'ancien territoire perdant ainsi son statut de colonie (...)» [fin de citation].

Permettez-moi, sur ce point, de rappeler l'intervention devant cette Commission, l'an dernier, d'un témoin de cet acte, M. João Carrascalão: [citation] «Des hélicoptères indonésiens capturèrent quelques individus dans les quelques districts alors sous occupation indonésienne, ils les emmenèrent à Dili où ils les joignirent à d'autres capturés dans les rues de Dili et tous furent proclamés "élus". C'est cette "assemblée réunie par les hélicoptères de la force aérienne et par les véhicules militaires dans les rues de Dili que l'Indonésie utilisa pour proclamer que Timor était intégré à l'Indonésie par un processus démocratique." [fin de citation].

Mais, malgré les difficultés d'accès à l'information sur le terrain imposées par l'occupant, il est aujourd'hui possible d'avoir une certaine connaissance de quelques-unes des caractéristiques que revêt la domination coloniale indonésienne au Timor Oriental, de sa politique ségrégationiste envers la population timoraise, de ses tentatives pour imposer à cette population un système socio-politique, économique et culturel qui lui sont complètement étranges et qui heurtent ses traditions, ses désirs et ses aspirations.

Ce n'est pas étonnant que M.Kristiadi du "Centre of Strategic and International Studies" de Djakarta, ait dit que les timorais devaient perdre leurs attitudes et comportements de

peuple colonisé et devenir [citation]: «un peuple libre, indonésien» [fin de citation] (Suara Karya, 20/7/87). M.Kristiadi ne pouvait pas être plus clair: les timorais ne se reconnaissent pas indonésiens, les timorais se reconnaissent colonisés par les indonésiens.

Qui domine, qui contrôle les circuits économiques de la société timoraise? Qui monopolise les divers secteurs de son activité économique, l'importation/exportation de ses produits agricoles, la construction civile, le commerce, les transports? Et qui négocie ses richesses, son pétrole?

Réponse: ce sont des compagnies liées, directement ou indirectement, à l'Indonésie, à la famille du Président Suharto, aux généraux et financiers indonésiens.

Prenons quelques exemples:

- PT Utema Karya, propriété de Mme Tien Suharto, épouse du Président Suharto, se consacre à la construction de ponts;
- PT Backri, dont sont propriétaires le fils aîné du Président Suharto, [Sigit Harjojudanto], son demi-frère Probosutedjo et le gén.Try Sutrisno, actuel chef des Forces Armées, exerce son activité dans la construction civile;
- PT Denok, qui possède le monopole de la commercialisation du café mais qui étend son activité au bois de sandale et au coprah et dont le gén.Murdani, Ministre de la Défense et le Lieut.-gén. Adolf Rajagukguk, vice-chef d'Etat Major de l'Armée et commandant militaire du Timor Oriental de 1979 à 1981 sont propriétaires.

Les autorités de Djakarta aiment citer les chiffres de leur action dans le domaine éducatif au Timor Oriental. Ils parlent du nombre d'écoles construites, du nombre d'étudiants qui les fréquentent, de la réduction permanente ~~de~~ du ~~taux~~ d'analphabetisme. Nous ne pourrions que nous en réjouir s'il n'y avait un autre aspect de cette réalité qui n'est jamais présenté: c'est que la langue et la culture que ces écoles transmettent aux étudiants qui les fréquentent sont une langue et une culture étrangères, fruits d'une autre Histoire.

Cette dualité d'identités - transformée par le colonisateur en antagonisme - où l'une, celle de l'occupant, cherche à suffoquer l'autre, celle de l'occupé, est présent dans toute la vie sociale timoraise et se manifeste dans la ségrégation dont est victime la population locale à tous les niveaux, depuis l'appareil administratif jusqu'au possibilités d'emploi en passant par l'accés à l'enseignement tant vanté.

C'est contre cette ségrégation que se sont révoltés les "bénéficiaires", les étudiants timorais.

"La Voix de la Résistance de la Jeunesse Timoraise", une organisation clandestine à l'intérieur du territoire, écrit à propos des manifestations étudiantes des 14 et 15 Juillet de l'an passé: [citation] «Les manifestations et colères des élèves ont été un signe de protestation contre les professeurs javanais qui font de la discrimination dans les écoles qu'ils dirigent.

Quelques écoles recevaient les fils des militaires et des transmigrants javanais mais rejetaient les timorais (...). Dans d'autres écoles quelques directeurs vendaient les formulaires d'inscription aux enfants javanais, mais lorsqu'était arrivé le tour des timorais ils disaient que les "formulir pendaftaran" étaient épuisés. Ces faits provoquèrent alors la colère des enfants mauberes qui décidèrent de faire des manifestations de protestations.» [fin de citation]

Le 14 Juillet les étudiants se rassemblèrent devant la résidence du governeur Carrascalão et du commandant militaire indonésien. Le jour suivant, devant le siège du Golkar, le parti au pouvoir en Indonésie, après quoi ils brisèrent les vitres et forcèrent les portes de diverses écoles.

Dans une interview du réfugié Reinaldo dos Santos, récemment sorti du Timor Oriental, celui-ci raconte à la journaliste Sharon Behn de l'Anglo Portuguese News, qu'en Décembre dernier les étudiants timorais inondèrent les édifices publics de tracts et d'inscriptions anti-indonésiennes: [citation] «Ils écrivirent sur les murs avec des sprays "Timor est notre Patrie" et "Nous voulons la liberté et l'indépendance" (...). C'est la première fois qu'une chose semblable arrivait: nous nous sommes tous sentis satisfaits mais nous savions qu'il allait y avoir des représailles» [fin de citation] (Indonesia News Service, nº83, March 16, 1988).

Des informations parvenues il y a quelques jours disent que de nouvelles manifestations ont eu lieu dans les rues de Dili les 17 et 18 Juillet dernier, date de l'anniversaire officiel de l'annexation. Les étudiants protestaient contre les pratiques ségrégationistes de l'administration indonésienne. La date choisie n'est surement pas simple coincidence...

Il est inutile de chercher ces nouvelles dans la presse des occupants.

Les colonisateurs, dans leur soif de domination, ont toujours tendance à mépriser le nationalisme et l'esprit de lutte des (temporairement) colonisés. Le régime de Djakarta n'échappe pas à cette règle, comme il n'échappera pas au sort réservé à toutes les puissances coloniales.

Voici le tableau de treize ans de présence indonésienne au Timor Oriental: une société violemment secouée, contrainte à une vie quotidienne et à des références qui n'ont jamais été les siennes; des familles détruites et dispersées; des villages bombardés et abandonés de force; des "villages stratégiques" au bord des routes où la population est concentrée surveillée; les terres et les richesses expropriées par l'envahisseur; l'interdiction de se déplacer sans laisser-passer; l'imposition de la langue et de la culture de l'occupant; les nouvelles structures administratives, militaires et para-militaires imposées par Djakarta; l'afflux de javanais par le programme de transmigration; le controle forcé des naissances. C'est le colonialisme du XIXème siècle!

Le Portugal, en tant qu'ancienne puissance coloniale et aujourd'hui puissance administrante du Timor Oriental, qui a rompu avec les pratiques du passé sans en oublier ses leçons, assume devant lui-même, devant le peuple timorais et devant la Communauté internationale la responsabilité de dénoncer le colonialisme indonésien sur ce territoire et de contribuer à l'émancipation de son peuple. Un processus douloureux et contradictoire, qui laisse de profondes blessures mais qui libère, simultanément, le colonisateur et le colonisé. C'est ce que nous a appris la fin de l'empire colonial portugais.

La Communauté internationale se doit de créer les conditions pour que les uns et les autres puissent s'asseoir à la table des négociations et découvrir les chemins du respect mutuel, de la coopération pacifique librement assumée.

Merci M. le President

Le 12 Aout 1988

Antônio Eduardo Pinto Pereira